

Le prêt conditionnel du FMI et son coût : Pakistan a peut-être été sauvé, mais pas les gens

lundi 7 août 2023, par [TARIO Farooq](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juillet 2023).

Le 12 juillet 2023, le conseil d'administration du Fonds monétaire international a approuvé un prêt conditionnel plus important que prévu d'une valeur de 3 milliards de dollars pour le Pakistan. L'actuel gouvernement de coalition, dirigé par le Premier ministre Shahbaz Sharif, a salué ce prêt, connu sous le nom d'accord de confirmation (Stand-By Arrangement, SBA), comme une grande victoire pour le Pakistan. Les porte-parole du gouvernement ont publiquement reconnu que sans cet accord, le pays se serait retrouvé en défaut de paiement.

Le jour où le prêt du FMI a été approuvé, le prix de l'électricité a augmenté de 5 roupies par unité. Le département du gaz a également annoncé une augmentation des prix, car cela faisait partie de l'accord avec le FMI. La mise en œuvre des conditions du prêt a entraîné une hausse des prix sans précédent dans tout le pays.

En outre, le taux d'intérêt a déjà atteint 21 % et de nombreuses subventions publiques ont été supprimées. De nouvelles taxes ont été imposées aux secteurs de l'immobilier et de la construction, tandis que la taxe sur les produits et services (TPS) a été augmentée d'un pour cent. Des discussions sur un nouveau mini-budget sont en cours, ce qui pourrait entraîner de nouvelles vagues d'imposition. Ces mesures fiscales touchent principalement les citoyens ordinaires, car la charge fiscale pèse lourdement sur eux. Malgré l'introduction d'une nouvelle supertaxe de 1 à 10 % sur les particuliers et les entreprises fortunés depuis mai 2022, il n'existe actuellement aucun mécanisme efficace pour collecter les impôts des riches.

Pour obtenir l'accord de confirmation de 3 milliards de dollars, le Pakistan a payé 12 milliards de dollars au titre du service de la dette extérieure au cours de l'exercice 2022-2023. Outre le prêt du FMI, le Pakistan a également reçu un prêt de 2 milliards de dollars de l'Arabie saoudite et un prêt de 1 milliard de dollars des Émirats arabes unis (EAU). Ces prêts ont temporairement atténué le risque de défaut de paiement pour le Pakistan.

Cependant, pour la majorité de la population, l'État a déjà manqué à ses obligations à divers égards. La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation de 20 millions des personnes vivant sous le seuil de pauvreté, et les récentes mesures d'austérité mises en œuvre par le gouvernement depuis avril 2022 ont ajouté 10 millions de personnes à ce chiffre. Si les employés du secteur public ont bénéficié d'une augmentation de salaire de 35 % (alors qu'ils avaient demandé une augmentation de 100 %), les travailleurs du secteur privé n'ont bénéficié d'aucun allègement. Selon une estimation prudente de la Banque mondiale, le taux de pauvreté au Pakistan devrait atteindre 37,2 % (3,65 \$ par jour).

Les conditions imposées par le FMI au Pakistan n'ont pas forcément d'équivalent au niveau

international. Le FMI a exercé une influence considérable sur la classe dirigeante pakistanaise, l'obligeant à se plier à toutes ses exigences. Cette situation est également influencée par la dynamique géopolitique en cours, la Chine étant le principal partenaire économique du Pakistan. Dans le cadre du corridor économique Pak-China (CPEC), la Chine a investi plus de 25 milliards de dollars, sur les 60 milliards promis, au Pakistan, principalement sous la forme de prêts. Le FMI craignait que le Pakistan n'utilise les prêts du FMI pour rembourser les dettes chinoises.

Les inondations dévastatrices de l'an dernier ont entraîné une perte de 30 milliards de dollars, mais les conditions strictes du FMI ont été appliquées sans tenir compte des conséquences de ce désastre. Le gouvernement n'a pas réussi à réhabiliter correctement les victimes des inondations, plus de 4 millions de personnes résidant toujours dans des camps au bord des routes. En outre, les promesses faites au Pakistan lors de la COP 27, dans le cadre de l'« accord sur les pertes et les dommages », ne se sont pas encore concrétisées.

Bien que ces mesures économiques aient permis d'éviter un défaut de paiement similaire à celui qui s'est produit au Sri Lanka, elles ont considérablement érodé la popularité de l'actuel gouvernement. Par conséquent, l'ancien Premier ministre, Imran Khan a connu un regain de popularité, bien qu'il ait perdu face à un vote de défiance au parlement en 2022. Cette popularité est néanmoins en train de s'estomper. La réaction violente du parti d'Imran Khan, le Pakistan Justice Party (PTI), à la suite de sa brève arrestation le 9 mai, y compris des attaques contre des installations militaires, a fourni un prétexte à l'establishment militaire pour réprimer le PTI. Plus de 3 000 militants et dirigeants du PTI ont été arrêtés et des tribunaux militaires ont été mis en place pour juger les civils impliqués dans ces attaques. Ironiquement, Imran Khan a été porté au pouvoir par cet establishment militaire, mais il a ensuite été démis de ses fonctions lorsqu'il a échappé à son contrôle.

Les élections générales sont prévues pour le mois d'octobre, mais on craint qu'elles ne soient reportées. Paradoxalement, bien que l'actuel gouvernement de coalition soit impopulaire en raison de la mise en œuvre des conditionnalités du FMI, il pourrait encore avoir un avantage lors des élections puisqu'il est soutenu par l'establishment militaire. L'autre alternative possible est celle des partis religieux fondamentalistes qui, au moins en paroles, maintiennent leur opposition au FMI. Ces partis pourraient bénéficier d'un regain de popularité similaire à celui qu'ils ont connu en 2002 à la suite des événements du 11 septembre. Le PTI d'Imran Khan, s'il n'est pas disqualifié en raison d'allégations de corruption et d'attaques contre des installations militaires, a peu de chances de remporter le même succès que lors des précédentes élections générales de 2018.

Les partis de gauche au Pakistan, actuellement marginalisés, prévoient de ne disputer que quelques sièges. Ali Wazir [\[1\]](#), le seul membre socialiste de l'Assemblée nationale, s'est fait connaître par son opposition à l'establishment militaire. Cependant, il est devenu une cible pour les puissants militaires, ayant passé la moitié de son mandat derrière les barreaux. Bien qu'il reste populaire dans sa circonscription, les fraudes électorales pourraient entraver sa victoire lors des prochaines élections.

Farooq Tariq

P.-S.

• Traduction DeepL et Pierre Rousset.

Notes

[1] Ali Wazir a été élu membre de l'Assemblée nationale sur une liste indépendante. Il est marxiste et l'un des principaux dirigeants du Mouvement de défense pachtoune / Pachtoune Tahfuz Movement (PTM). Les Pachtoune constituent la troisième communauté ethnique en importance au Pakistan et vivent principalement dans les régions frontalières de l'Afghanistan.

Le PTM exige la fin des opérations militaires dans cette région et la fin du soutien de l'État à certaines factions des fondamentalistes islamiques. Elle exige que les cas de centaines de « disparitions » soient résolus, que les exécutions extrajudiciaires par l'armée et la police cessent, et que les citoyens affectés par les opérations militaires reçoivent un soutien. Les populations de la région sont victimes des différentes parties belligérantes, tant des talibans que de l'armée pakistanaise. Les Wazir ont payé un prix énorme pour leur engagement ; 13 membres de cette famille ont été assassinés par les talibans, dont le père et les frères d'Ali Wazir